

APRÈS UN SECOND ROUND DE NÉGOCIATIONS

# Charfi prêt à céder aux doléances des avocats

**Le ministre de la Justice serait sur le point de céder sur un grand nombre de revendications avancées par l'Union nationale des barreaux d'Algérie (UNAB). C'est ce qu'indique une source proche des robes noires et ayant participé au second round des négociations entre le ministre de la Justice et des représentants de l'UNAB.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - La rencontre qui dure encore au moment où nous mettons sous presse, a été qualifiée de «décisive» dans la mesure où les deux parties ont campé sur leurs décisions. Aux dernières nouvelles, on apprend que le ministre de tutelle aurait fait marche arrière, en concédant une grande partie des revendications des avocats.

Ces derniers avaient d'ailleurs ouvertement affiché leur détermination pour claquer la porte, dans le cas où la tutelle refuse de «donner suite à nos revendications» et par voie de conséquence brandir la menace de boycott de la cérémonie portant ouverture de l'année judiciaire. Il est à noter, que la rencontre en question avait démarré, hier au siège du ministère avec pour principal ordre du jour «la définition d'une plate-forme consensuelle entre le ministère de tutelle et les revendications soumises par les avocats concernant la loi sur les avocats».

Selon l'agence APS, la rencontre s'est déroulée en présence du ministre de la Justice, Garde des

sceaux, M. Mohamed Charfi, des représentants des avocats et des cadres du ministère de la Justice. Il s'agit de la deuxième rencontre après la décision de l'assemblée générale de l'UNBA du 17 novembre dernier de boycotter toutes les audiences qui étaient programmées du 2 au 6 décembre au niveau national, ainsi que de la cérémonie officielle de l'ouverture de l'année judiciaire 2012-2013 présidée par le président de la République. Le Barreau exige la révision du projet de loi portant statut d'avocat et propose, l'amendement de 64 articles parmi les 120 prévus par la loi en question.

Pour rappel, les robes noires estiment que ce projet de loi porte, non seulement, atteinte à l'indépendance de leur profession, mais les empêche aussi d'accomplir leur mission loin de toute contrainte ou pression. D'ailleurs, de nombreux avocats ont qualifié le projet en question d'entrave et de régression, voire de menace à l'exercice de la profession. «Nous demandons la suppression de ce projet qui menace notre



Photo : Samir Sid

profession d'avocat», dira une jeune avocate rencontrée au tribunal d'Alger. Cet avant-projet de loi, dit-elle, risque d'engager la profession dans une régression à l'égard de toute velléité d'ambition pour la construction d'un Etat de droit.

En outre, ce texte, ajoute-t-elle, est une atteinte aux droits de la

défense, une disposition, dont l'objectif est de mettre l'avocat sous la coupe du parquet. Comme pour mettre en évidence les droits de la défense, l'avocate précise que ceux-ci existent, bel et bien avant la justice, soutenant que personne ne peut brider les avocats.

A. B.

## CONFLIT DU SAHARA OCCIDENTAL

# La France doit se conformer à la légalité internationale

**La France doit adopter une position conforme à la légalité internationale concernant le conflit du Sahara occidental. C'est l'un des messages que le Premier ministre de la République sahraouie, Abdelkader Taleb Omar, a adressé hier au gouvernement socialiste français.**

Intervenant hier à l'hôtel Dar Diaf de Chéraga, où s'est ouverte la 3<sup>e</sup> Conférence internationale d'Alger sur «Le droit des peuples à la résistance : le cas du peuple sahraoui», le représentant du Polisario a invité le gouvernement français à adopter des positions conformes au respect des Droits de l'Homme, bafoués selon lui, par les forces d'occupation marocaines.

Comme il s'agit, selon le dirigeant sahraoui, de ne pas atermoyer avec le règlement de ce conflit

qui perdure depuis 37 ans, malgré diverses résolutions onusiennes, dans le contexte où la solution du référendum d'autodétermination et la latitude du peuple sahraoui à exercer ce droit restent bloquées tant par le Maroc que par nombre de pays européens notamment. Voire, le Premier ministre de la Rasd de mettre les pays occidentaux face à leurs devoirs relatifs au respect des résolutions internationales et à la lutte contre le crime organisé et le terrorisme, des fléaux dont la responsabilité marocaine serait en cause, comme il le laisse entendre. En ce sens, cette 3<sup>e</sup> Conférence qu'organisent durant deux jours le Comité national algérien de solidarité avec le peuple sahraoui (CNASPS) et l'ambassade de la Rasd, se veut l'occasion de «dénoncer la position de la France qui favorise injustement le Maroc et bloque une solution juste et définitive du conflit en allant jusqu'à user du droit de veto (projet de confier à la Minurso, la protection des Droits de

l'Homme dans les territoires occupés du Sahara Occidental en élargissant son mandat) ». Et une invite que l'ancien chef de gouvernement, Rédha Malek, Hôte d'honneur de cette conférence et qui avait retracé l'évolution du conflit, avait également adressée, devant 69 militants et acteurs de la société civile française présents. Selon l'ancien officiel et diplomate algérien, soucieux d'«apurer» le «vieux contentieux» avec l'establishment socialiste, «que les pays qui ont de l'influence se rendent compte qu'on ne peut continuellement escamoter ce problème». Réaffirmant la «solidarité inconditionnelle», «par principe» et «désintéressée» de l'Algérie avec le peuple sahraoui et son droit à l'autodétermination, Rédha Malek a estimé que le problème du Sahara occidental doit être réglé sinon toute forme de coopération avec l'Union européenne ou la construction du Grand Maghreb seront vouées à l'échec.

C. B.

## BRAHIM GHALI, AMBASSADEUR DE LA RASD, À ALGER :

# «Nous continuerons à nous battre par tous les moyens pacifiques»

**Le «forum géostratégique» du quotidien El Moudjahid a marqué le 52<sup>e</sup> anniversaire de l'adoption par l'Organisation des Nations unies (ONU) de la résolution 1514 sur l'octroi de l'indépendance aux peuples coloniaux, par la tenue d'une conférence sur le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination.**

Y étaient présents, l'ambassadeur de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), M. Brahim Ghali, accompagné par une importante délégation venue des territoires occupés du Sahara occidental, le président du Comité national algérien de solidarité avec le peuple sahraoui, M.

Mahrez Lamari, de juristes et aussi de politiques et autres membres de la société civile en Algérie.

M. Ghali, et tout en rappelant les «transgressions par le Maroc des droits de l'homme dans les territoires occupés», a réaffirmé la volonté de son peuple à «se battre par tous les

moyens pacifiques que lui suggère le droit international afin de faire valoir son droit à l'autodétermination et la tenue du référendum tant attendu dans le cadre des résolutions de l'ONU».

M. Lamari, lui, a plutôt invité la France à «revoir sa position arrangeant le Maroc dans son entreprise coloniale, un soutien qui l'encourage à violer la légalité internationale».

Dans le même contexte, Boudjemaâ Souilah, spécialiste du droit international et invité du forum, a analysé point par point la résolution 1514 et a conclu que «le texte a une

portée libératrice, criminalisant le colonialisme dans toutes ses formes et prévoyant une décolonisation sans aucune condition». Il convient enfin de signaler qu'aujourd'hui se tient à Alger, la troisième Conférence internationale sur le droit des peuples à la résistance où l'on s'attend à la participation de 200 convives (militants des sociétés civiles, parlementaires et journalistes) venant de 60 pays. La conférence, souligne M. Lamari, devrait appeler l'ONU à assumer ses responsabilités devant la situation que vit le peuple sahraoui.

L. H.

## RÉFÉRENDUM CONSTITUTIONNEL EN ÉGYPTÉ

# L'opposition accuse les islamistes de fraude

**L'opposition politique égyptienne, qui a fini par abandonner le front de la contestation à travers la manifestation de rue et accepter le principe de l'isolement pour solder ses comptes politiques avec le président Morsi et les Frères musulmans, a contesté, samedi, la régularité du référendum. Elle a accusé les Frères musulmans de fraude.**

Sofiane Aït Iffis - Alger (Le Soir) - Le président égyptien, Mohamed Morsi, s'en est finalement bien sorti dans le bras de fer qui l'a opposé à la principale force politique de l'opposition dans le pays, le Front du salut national (FSN) présidé par El Baradei. En tout cas, il est moins troublé par la perspective politique que durant les jours où l'opposition occupait place Tahrir et bivouaquait jusque sous les balcons de son palais présidentiel.

L'opposition a peut-être perdu la bataille dès le moment où elle a souscrit à la règle du jeu fixée par Morsi, à savoir rivaliser autour du projet de Constitution par le biais des urnes. Samedi, alors que le vote se déroulait dans le calme, en dépit de vives tensions, l'opposition a crié à la triche des Frères musulmans qui, selon elle, chercheraient à truquer les résultats. «L'étendue des infractions (...) indique une volonté claire de truquer la volonté des électeurs de la part des Frères musulmans, dans le but de faire passer la constitution de la confrérie», a accusé le FSN dans un communiqué rendu public samedi après-midi.

Le Front, principale coalition de l'opposition politique égyptienne, a noté que les violations ont été constatées dans tous les gouvernorats par le biais de moyens en grande partie similaires. Selon l'opposition, les Frères musulmans ont enfreint la règle du jeu et la loi en poursuivant à mener campagne en faveur du «oui» hier samedi encore. Le FSN a appelé les instances concernées à assumer leurs responsabilités pour garantir la transparence du référendum et a renouvelé son appel au peuple égyptien pour dire «non» au projet de Constitution.

Le vote d'hier samedi a concerné 10 gouvernorats sur les 27 que compte l'Egypte. Le Caire et Alexandrie, principales villes où la contestation populaire est vive et significative, font partie des gouvernorats qui ont voté hier samedi. Le reste des gouvernorats votera le 22 décembre prochain. Si, au final, le «oui» l'emporte, l'Egypte se dotera alors d'une Constitution d'inspiration islamiste.

Dans le cas contraire, le résultat du référendum se lira comme un désaveu politique à Morsi qui aura alors non seulement reculé sur ses tentations à s'arroger le pouvoir absolu mais aussi perdu de son aura. Auquel cas, la crise politique qui secoue le pays s'aggraverait. Notons que le référendum a vu une présence sécuritaire renforcée, notamment celle de l'armée autorisée par Morsi à accomplir des missions de police.

Le scrutin qui, jusque dans l'après-midi d'hier, s'est déroulé sans troubles, n'est pas à l'abri d'incidents, notamment dans la ville d'Alexandrie qui a vécu un vendredi fort violent.

S. A. I.